



ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 26-10-168
PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC, PERMISSION DE VOIRIE ET DE STATIONNEMENT

Rue des Ecoles

Du 17 au 21 octobre 2026

ARRETE DE REGULARISATION POUR OCCUPATION SANS AUTORISATION

La Maire,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2213-1 et L2213-2,

VU le code de la route, notamment les articles R411-8, R411-25, R411-26, R411-27, R417-10, L325-1 et suivants, relatifs notamment au stationnement gênant,

VU l'arrêté du 22 octobre 1963 (Journal officiel du 28 décembre 1963) modifié,

VU l'arrêté municipal n°26-09-147 signé le 10/09/2026, autorisant la société **CABINET BATITEC – SCCV LES CERISIERS** (28 rue Jean-Baptiste Godin, 60000 BEAUVAIS) à installer une benne sur un emplacement de stationnement au niveau du n°18 rue des Ecoles du 14/09/2026 au 16/10/2026, dans le cadre du chantier de construction d'une résidence seniors,

Considérant que la benne est toujours en place malgré la fin du délai de l'arrêté municipal n°26-09-147,

Considérant la demande de prolongation de ce délai par la société CABINET BATITEC,

Considérant qu'il convient de régulariser la situation,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le présent arrêté régularise la situation d'occupation du domaine public pour une benne installée sur un emplacement de stationnement au niveau du n°18 rue des Ecoles par la société CABINET BATITEC, du **17 au 21 octobre 2026 inclus**.

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire reste responsable de tous les accidents ayant résulté de cette situation.

ARTICLE 3 : Le titulaire s'acquittera d'une redevance fixée à 20 € pour la période considérée, conformément à la délibération du Conseil municipal n°26-03-18 du 23 juin 2026.

ARTICLE 4 : Le commissaire divisionnaire de l'Hôtel de Police de Cergy-Pontoise, la Directrice générale des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera transmis à :

- Société CABINET BATITEC pour notification

Fait à COURDIMANCHE, le mercredi 21 octobre 2026

Signé le jeudi 22 octobre 2026
Sophie MATHARAN
Maire de Courdimanche



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « *Télérecours citoyens* » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).